

GRAPECA

"NE PAS BOYCOTTER LA CAMPAGNE"

UNE STRATEGIE QUI MARCHE

I. INTRODUCTION: L'APPARITION DE LA VIOLENCE ELECTORALE

Les élections au suffrage universel ont lieu en Ethiopie depuis 1955. Que ce soit sous l'Empereur, le Derg ou le pouvoir actuel, toutes se déroulaient dans le calme, sans violence et dans l'indifférence quasi-générale. Aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, la violence fait son apparition à l'occasion d'un processus électoral.

Que signifiait le calme d'hier dans un pays autrement violent ? A quoi tient la violence à laquelle nous assistons aujourd'hui ? Nous avons eu l'occasion de traiter de ce problème à l'occasion de la dernière élection en 1995. A l'époque, étant donné que toutes les organisations de l'opposition avaient boycotté les élections, GRAPECA s'était prononcé contre la présence d'observateurs internationaux parce que comme le notait notre journal ADDIS DIGEST "If there is no choice, there is practically nothing to observe." Dans un commentaire sur le rapport final de l'équipe d'observateurs composée pour l'essentiel de diplomats occidentaux qui se félicitait du fait que les processus électoral était au moins "free from violence" notre journal notait:

"So, after having "observed" the electoral process for more than two months, these embassy officials failed to answer the one and only question that any non partisan election observer team is expected to answer: were these elections free, fair and genuine? Instead, they tell us they were 'free from violence' Apparently forgetting that in general uncontested elections organised under authoritarian regimes nearly lead to violence simply because they are of no significance. As we noted in the last issue of ADDIS DIGEST, Ethiopia's historical experience shows that elections have always been considered as marginal instruments of power by the rulers and as irrelevant and futile exercises by the ruled. That was why they were conducted peacefully under Emperor Haile Sellasie and the DERGUE and are 'free from violence' now" (Free and fair? Or free from violence? ADDIS DIGEST JUNE 1995)

Cette fois-ci, les élections ne sont plus "free from violence" Depuis des semaines, les rapports que nous recevons des correspondants de Radio Arc-en-ciel en Ethiopie font clairement apparaître l'ampleur de la répression et de la violence en cours. Dans le HADIYA – base ethnique du Dr. Beyene Petros – par exemple, il y a eu en l'espace de dix jours (début février) il y a eu 152 arrestations, deux assassinats, des dizaines de renvois de fonctionnaires et des cas de dépossession des terres pour "non-paiement d'impôts"

D'après le tout dernier rapport, diffusé sur les antennes de RAC, le 3 mars 00 " ...depuis la semaine dernière, il y a eu 112 arrestations dans les régions de WOLLAYITA, ARBA MINCHE et GEDEO. La répression est montée d'un cran. Dans le HADIYA cinq maisons au moins ont été brûlées. Dans le département de SARO une descente nocturne chez M. Solomon Beyene, un candidat de l'opposition s'est soldée par la rafle de toute une famille y compris un bébé d'un an et un vieillard de 70 ans. A BULE 19 personnes ont été arrêtées pour "complicité avec des organisations illégales" Dans la ville d'ARBA MINCHE deux fonctionnaires qui étaient actifs dans la collecte de signatures pour les candidats indépendants ont été renvoyés.

Pourquoi ces violences ? L'explication en est simple. Il y a pour la première fois une forte mobilisation populaire au tour de la question électorale. Cette mobilisation qui a surpris tout le monde et rendu nerveux les responsables locaux du Front au pouvoir est en partie le résultat de la stratégie de GRAPECA propagée par RAC depuis l'été 1999.

II. "NE PAS BOYCOTTER LA CAMPAGNE"

A la conférence de la Coalition (Frankfurt, septembre 1999) tout le monde était d'accord pour estimer qu'aujourd'hui en Ethiopie les conditions politiques et l'état des libertés publiques ne permettaient pas la tenue d'élections libres respectant les critères indiqués dans le document de Paris **"Democratisation and Free Elections Initiative" (DFEI)**

Il y avait, à partir de ce constat, deux thèses : celle des partisans d'une participation et celle que préconisaient les partisans d'un boycott total du processus électoral. Qualifiant cette confrontation de "prématurée et stérile" Radio Arc-en-ciel demandait à toutes les forces vives du pays de ne pas "commettre l'erreur du passé" et de participer activement à la campagne électorale.

"Ne pas boycotter la campagne est la seule attitude possible si l'on veut que l'initiative de Paris sorte des cercles restreints d'intellectuels et de citoyens pour atteindre des millions de nos compatriotes dans les régions et les villages du pays.... Comparé au défi formidable que représente ce travail de mobilisation, le débat actuel pour savoir s'il faut participer aux élections ou les boycotter est prématuré et stérile. Il y a cinq ans, l'ensemble de l'opposition avait boycotté les élections. Mais elle l'avait fait toute seule sans expliquer à notre peuple le sens de cette démarche politique. Une telle attitude n'a pas permis au processus de démocratisation d'avancer d'un pouce. Il ne faut donc pas répéter cette erreur. La décision de participer ou de boycotter sera prise quelques jours seulement avant les élections de mai. D'ici là, il faut participer massivement à la campagne pour proposer à notre peuple l'alternative démocratique et pacifique que nous préconisons. Ainsi, le moment venu, s'il y a boycott ce sera avec un peuple mobilisé et dans les meilleures conditions pour la suite de notre combat." (RAC 11/09/99)

Cette position "novatrice" dans le contexte éthiopien a prévalu malgré l'opposition d'une forte minorité au sein de la Coalition de Paris qui préconisait un boycott total du processus électoral. On voit maintenant que cette décision de faire campagne a été une stratégie payante: Pour la première fois dans l'histoire de l'Ethiopie, toutes les organisations d'opposition opérant légalement dans le pays ont déployé des candidats. La mobilisation populaire qui en a résulté va au-delà de nos prévisions les plus optimistes.

III. LA SPIRALE MOBILISATION-REPRESSION-MOBILISATION

Pour se présenter aux élections, un candidat doit recueillir au moins 500 signatures d'électeurs dans sa circonscription s'il est proposé par une organisation politique. Il en faut au moins 1000 pour les candidats qui se présentent à titre personnel. Le nombre de signatures de soutien recueillies par les candidats de l'opposition est estimé à plus d'un demi-million. Une telle mobilisation n'a pas été obtenue sans mal.

Dès la fin novembre, alors que les mass média officiels demandaient chaque jour à la population d'exercer son "droit de choisir ses représentants" et aux organisations de l'opposition de ne pas boycotter les élections, la collecte de

signatures par les candidats non officiels se heurta à la résistance des instances régionales et locales du Front au pouvoir. On signale un peu par tout dans le pays des mesures d'intimidation à l'encontre de candidats et de leurs sympathisants.

Mais ces "actions arbitraires" sont dénoncées non seulement par les opposants mais par le régime lui-même qui, pour des raisons internes et internationales évidentes tient à ce que cette fois ci un maximum de candidats de l'opposition participe aux élections. Selon un arrangement dénoncé par RAC depuis fin 1998 et aujourd'hui repris par l'ensemble de la presse indépendante, le FDPRE est prêt à céder une centaine de siège (20%) aux opposants. Le problème est que les cadres locaux du Front, parfaitement au courant de cette tentative de manipulation ne tiennent pas à ce que le "quota" retenu pour l'opposition soit prélevé dans leur circonscription. Comme le notait un éditorial de RAC (02/02/00)

"La mission confiée à la Commission électorale gouvernementale est d'organiser une élection 'sans histoires' tout en manipulant ses résultats de façon à assurer à un certain nombre d'opposants des sièges dans la future assemblée. Or, les représentants locaux du Front savent qu'un tel arrangement existe. Ils ne tiennent pas à ce que le quota retenu pour l'opposition se fasse sur leur dos. D'où le débordement du pouvoir central par ses cadres décidés de faire campagne à leur manière pour s'assurer, par des moyens plus ou moins légaux, une suprématie sans partage dans leurs circonscriptions."

Conscients de ces conflits d'intérêts et des points faibles du régime, les opposants brandissent la menace de boycott si le "régime continue d'ignorer les agissements répressifs de ses militants. RAC participe à cette campagne en rappelant sans cesse la position de la Coalition arrêtée à Frankfurt et en faisant un large écho aux déclarations dans ce sens faites par les leaders engagés dans le processus électoral tel M. Merera Gudina, président du Congrès National Oromo :

"Nous avons présenté des candidats pour faire campagne dans l'esprit des résolutions de Paris et de Frankfurt. Cette démarche ne signifie absolument pas que nous allons participer à l'élection au mois de mai. La décision de participer ou de boycotter sera prise le moment venu et en concertation avec les autres forces démocratiques." (ITIOP février 2000 et résolution de la Conférence nationale de l'ONS novembre 1999)

Ces menaces inquiètent le gouvernement. Le Premier Ministre MELES ZENAWI va même jusqu'à déclarer que responsables du parti qui font obstruction au bon déroulement du processus électoral seront considérés comme "des traites à la cause du Front qui a tant sacrifié pour permettre au peuple éthiopien d'accéder à la démocratie." Le 3 février, un communiqué officiel va jusqu'à menacer de poursuite devant les tribunaux tous ceux engagés dans des actes "arbitraires et illégaux"

Les pouvoirs locaux continuent cependant leurs actions répressives même si maintenant ils se sentent obligés de les justifier par des prétextes aussi fallacieux que nombreux. Les gens continuent à être arrêtés pour des délits soi disant commis il y a quelques mois voire quelques années, pour 'incitation à la haine ethnique', liens avec des mouvements d'opposition illégaux, non-paiement d'impôts etc. Les manifestations populaires organisées pour protester contre ces agissements donnent l'occasion aux autorités d'arrêter les "meneurs" et d'autres manifestants pour "trouble à l'ordre public" "incitation à rébellion" etc

Il est vrai que face à cette vague répressive beaucoup de candidats se sont retirés de la course. Des centaines de signataires intimidés ont retiré leurs signatures de soutien aux candidats indépendants. Mais la vaste majorité a tenu bon. Une dynamique "mobilisation-répression" est née. Il s'agit maintenant de tout faire pour la poursuivre et l'approfondir.

IV. RADIO ARC-EN-CIEL / RADIO VOIX DE LA DEMOCRATIE: AU SERVICE DE DEUX STRATEGIE DE SUIVI

"La question est désormais simple et claire. Il s'agit de savoir si les forces démocratiques sont dignes de la confiance de tous ces gens mobilisés répondant à leur appel. Sont elles capables de prendre des initiative fortes et crédibles aptes à maintenir cette dynamique? Ou vont elles la laisser dépérir en attendant le prochain branle-bas électoral en 2005 ? Cette deuxième option est impensable. Elle constituera tout simplement un désastre pour notre pays. Il ne faut pas oublier que les partisans de la voie des armes attendent la fin de la "fièvre électorale" pour proposer leur perspective à un peuple d'autant plus vulnérable à leur propagande guerrière qu'il aura été déçu par le manque de leadership crédible à la plus massive mobilisation populaire depuis une génération." (Lettre d'un intellectuel éthiopien à la rédaction de RAC Z3/O2/OO)

Cette lettre nous est parvenue en guise de soutien à une position de RAC énoncée deux semaines plutôt:

"La mobilisation populaire qui s'amplifie sous nos yeux et les sacrifices que nos compatriotes sont en train de payer n'ont pas pour objectif de faire élire quelques opposants à une chambre où ils ne seront du reste que de simples figurants. Pour massive et historique qu'elle soit, cette mobilisation ne doit être qu'une étape dans le combat pour la démocratie et une paix durable en Ethiopie. Il faut tout faire pour la poursuivre et l'approfondir sans tenir compte des limites du calendrier étroit imposé par le régime. Il faut aller au-delà d'une simple agitation de saison électorale.

"Si les forces démocratiques de notre pays se donnent les moyens pour la poursuivre au delà de mai, cette mobilisation débouchera tôt ou tard sur une victoire de la paix et de la démocratie. Si au contraire nous échouons dans cette tâche, il est clair que nous exposerons notre peuple à une spirale de violence et d'explosions plus ou moins spontanées qui peuvent précipiter le pays et la région vers un désastre aux conséquences imprévisibles." (RAC 12/O2/OO)

GRAPECA estime que sans une stratégie adéquate montrant une voie crédible de suivi de cette mobilisation, mai 2000 sera suivi de temps difficiles pour notre pays. Le Front au pouvoir sortira vainqueur. Il y aura beaucoup de frustration et d'impatience face au perspective "d'en prendre encore pour cinq ans." Les centaines de milliers de citoyens qui se sont signalés par leur soutien actif aux opposants seront exposés à une répression peut être encore plus féroce de la part des responsables locaux.

Les partisans de la voie des armes se préparent pour exploiter cette frustration et cette impatience pour annoncer –peut être de façon spectaculaire – la fin des illusions pacifistes. Leur propagande sera d'autant plus redoutable qu'ils disposent désormais d'une radio qui émet deux heures par semaine vers l'Ethiopie.

Les forces de paix comptent justement sur ces sympathisants pour poursuivre la dynamique qu'ils ont largement contribué à mettre en marche. Ils constituent une force formidable dans la mesure où ils sont solidement enracinés dans les régions et parmi les peuples dont ils sont issues. Mais nous savons aussi leurs points faibles qui les rendent extrêmement vulnérables. Leurs combats sont "atomisés" sans aucune coordination régionale ou nationale. Le pouvoir fera tout pour que les choses restent ainsi.

Notre stratégie de suivi a donc pour point de départ cette force et cette faiblesse de ceux qui se sont mobilisés pour la campagne électorale. Il s'agit tout d'abord de valoriser au maximum cet enracinement local pour intensifier le combat pacifique

*Radio
Voix de
la Démocratie*

pour la paix et une paix durable en Ethiopie. Il s'agit ensuite d'aider ces citoyens à surmonter leur vulnérabilité en faisant tout pour doter ce mouvement populaire de structures de coordination à l'échelle nationale.

Le projet " Conférence National –Démocratisation et Elections Libres" que nous peignons à réaliser jusqu'ici est conçu justement pour répondre à ce double besoin d'enracinement local et de coordination nationale vital non seulement pour la poursuite du processus de paix en Ethiopie mais aussi pour contrer , dans l'immédiat, l'initiative que appréhendent à prendre les forces de guerre.

GRAPECA/RAC
MARS 2000